

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 26/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BROYAGE NORD EST**

RD 994

51400 Livry-Louvercy

Références : D3 i 2026-366

Code AIOT : 0005701657

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement BROYAGE NORD EST implanté ZAC DE LA COTE DES NOIRS 51150 Tours-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 02/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de l'Inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BROYAGE NORD EST
- ZAC DE LA COTE DES NOIRS 51150 Tours-sur-Marne
- Code AIOT : 0005701657

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Broyage Nord Est exploite une installation de compostage (rubrique 2780) autorisée par l'arrêté préfectoral n°1997-A-17-IC du 20/02/1997. La société a acheté une partie du site anciennement exploitée par la société Maloiseau.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Baisse d'activité	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R181-46	Demande d'action corrective	1 mois
2	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Information préalable	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Enregistrement des matières entrantes	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Contrôle et suivi du procédé	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Conformité des lots de compost	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 16	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Enregistrement des sorties de déchets et de compost	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater plusieurs écarts concernant l'enregistrement des matières entrantes et sortantes, ainsi que l'absence de gestion par lot de compost (suivi du procédé, conformité des lots produits).

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint à ce rapport.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Baisse d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2023, article R181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...] 
<b>Constats :</b>  L'exploitant Broyage Nord Est a fait l'acquisition, en 2013, d'une partie du site anciennement exploité par la société Maloiseau. L'exploitant exerce une activité de compostage de déchets verts (rubrique 2780-1) pour un tonnage journalier en 2025 d'environ 26 tonnes (en 2024 : 27 t/j et en 2023 : 29 t/j), soit une activité pouvant être exercée sous le régime de la déclaration (le seuil de classement en enregistrement étant compris entre 30 t/j et 75 t/j). Lors d'une précédente visite d'inspection en novembre 2019, il avait été demandé à l'exploitant de statuer sur le régime de classement auquel ses installations sont soumises. Les éléments n'ont pas été transmis par l'exploitant suite à cette visite d'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 1 mois, l'exploitant statuer sur le régime de classement de son installation pour la rubrique 2780.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Clôture de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site doit être clos à une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux installations connexes d'un élevage compostant ses propres effluents.
<b>Constats :</b>  L'exploitant Broyage Nord Est a fait l'acquisition, en 2013, d'une partie du site anciennement exploité par la société Maloiseau. L'autre partie du site, anciennement exploitée par la société Maloiseau, est aujourd'hui exploitée par la société Ecocep. Le périmètre de l'arrêté préfectoral en vigueur englobe le terrain exploité par les deux sociétés, Broyage Nord Est et Ecocep. Les deux sociétés se partagent le terrain, qui est clôturé, et utilisent le même portail d'entrée sur

<p>le site (qui appartient à la société Broyage Nord Est).</p> <p>Les limites du site de Broyage Nord Est (par rapport au terrain appartenant à la société ECOCEP) ne sont pas clairement matérialisées physiquement. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a montré les limites de son site. Néanmoins, l'exploitant utilise une partie du terrain de la société Ecocep pour stocker son produit fini.</p> <p>Lors d'une précédente visite d'inspection en novembre 2019, il avait été demandé à l'exploitant d'intégrer l'espace de la société voisine utilisée pour le stockage des déchets de criblage au périmètre d'exploitation ou d'abandonner son utilisation. Lors de la visite d'inspection d'avril 2026, l'Inspection n'a pas constaté la présence de déchets de criblage, mais uniquement la présence d'un stockage de produit fini.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les justificatifs de la limitation physique de son site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Information préalable

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information préalable</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation de compostage élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.</p> <p>Dans le cas du compostage de boues d'épuration destinées à un retour au sol, l'information préalable précise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description du procédé conduisant à la production de boues ;</li> <li>- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;</li> <li>- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative dans les boues au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;</li> <li>- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans ledit arrêté.</li> </ul> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place un cahier des charges avec ses plus gros apporteurs de déchets verts (3 apporteurs pour un tonnage respectif supérieur à 500 t/an).  Il n'y a pas de cahier des charges pour les petits apporteurs, de type paysagistes ou viticulteurs.  L'exploitant estime la part de ses apports sans cahier des charges à 20 %.  L'exploitant rédige une Fiche d'Information Préalable annuellement et la transmet à ses plus gros apporteurs pour signature.</p> <p>Par courrier électronique du 02/04/2026, l'exploitant a transmis son registre d'entrée et de sortie des déchets. Dans son fichier, la part des déchets verts entrant attribuables aux gros apporteurs est de 20 %, ce qui est contradictoire avec les informations de l'exploitant. L'exploitant ne respecte donc la prescription que pour 20 % de ses apports.  L'exploitant n'a pas présenté de cahier des charges, ni de fiche d'information préalable lors de la visite d'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les cahiers des charges, ainsi que les fiches d'information préalable pour l'année 2026.  Sous 3 mois, l'exploitant met en place un cahier des charges, ainsi que des fiches d'information préalable pour l'ensemble de ses apporteurs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Enregistrement des matières entrantes

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Admission</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque admission de matières et de déchets donne lieu à une pesée préalable hors site ou lors de l'admission et à un contrôle visuel à l'arrivée sur le site.  Une estimation des quantités entrantes peut faire office de pesée si l'installation ne reçoit qu'une seule catégorie de déchets d'un seul producteur, si elle traite moins de 5000 t / an de déchets ou dans le cas où les seuls déchets compostés sont des déjections animales avec éventuellement des déchets verts.  Toute admission de déchets autres que des déjections animales ou des déchets végétaux fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement.</p> <p>Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :  - la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;  - l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;</p>

- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;
- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées.

Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets.

Cette disposition relative à l'enregistrement des matières ne s'applique pas aux effluents produits par un élevage dont l'installation de compostage est connexe.

Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles visées à l'article L. 255-9 du code rural.

Le mélange de divers déchets ou le retour en tête des composts dans le seul but de diluer les polluants ou indésirables est interdit.

#### **Constats :**

Lorsqu'un camion se présente sur le site, celui-ci est pesée et un contrôle visuel du chargement est effectué par l'opérateur du site. Aucun chargement n'a été refusé en 2025 et en 2026. Les informations concernant la provenance, le transporteur et le poids du chargement sont enregistrés sur le logiciel de pesée. Le logiciel de pesée a été mis en place il y a environ 3 ans et l'exploitant possède donc les données depuis sa mise en place.

Par transmission du 02/04/2026, l'exploitant a transmis son registre d'entrée, qui correspond à une extraction du logiciel de pesée. Ce registre ne mentionne pas :

- la référence de l'information préalable correspondante ;
- le code déchet ;
- la date prévisionnelle de fin de traitement du déchet.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 3 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les justificatifs concernant l'enregistrement de l'ensemble des éléments demandés par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 22/04/2008.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 5 : Contrôle et suivi du procédé**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion par lot

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation de production de compost destiné à un retour au sol (compost mis sur le marché ou épandu, matière intermédiaire telle que définie à l'article 2) instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier de demande d'autorisation l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage.

Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :

- « - nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ;
- « - rapport C/ N, taille des particules des déchets entrants ;
- « - mesures de température et d'humidité relevées en différents points au cours du processus (la surveillance du taux d'humidité dans l'andain n'est pas applicable aux procédés confinés lorsque des problèmes sanitaires ou de sécurité ont été mis en évidence. Dans ce cas, il est possible de contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets dans l'unité de compostage confiné, puis de moduler ce taux à la sortie des déchets de l'unité de compostage confiné) ;
- « - dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains, ou informations sur l'aération de l'andain (par exemple, concentration d'O<sub>2</sub> ou de CO<sub>2</sub> dans l'andain, température des flux d'air en cas d'aération forcée) ;
- « - porosité, hauteur et largeur des andains. »

Les mesures de température sont réalisées conformément à l'annexe I. La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets.

Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

Le préfet peut toutefois adapter les dispositions ci-dessus dans le cas du compostage de déjections animales.

#### **Constats :**

L'exploitant ne réalise pas de gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. L'exploitant réalise la préparation du compost par lot (broyage, mise en andain, retournement et criblage), puis le lot est mélangé avec le stock existant de compost. L'exploitant possède un seul et unique tas de stockage de compost (produit fini). L'exploitant ne réalise pas de suivi de sa production (température, dates de retournement etc). Il ne tient donc pas à jour de document de suivi.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par le biais d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, en respectant l'article 15 de l'arrêté du



22/04/2008 sous un délai de 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Conformité des lots de compost**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compost
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et des articles L. 214-1 et L. 214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de produits finis tels que définis à l'article 2 du présent arrêté à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise deux analyses par an sur son compost et ne réalise donc pas d'analyse pour chaque lot de produits finis. Les analyses réalisées en 2025 et 2026 n'ont pas été présentées par l'exploitant.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les justificatifs des analyses réalisées sur le compost en 2025 et en 2026.</p> <p>L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par le biais d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, en respectant l'article 16 de l'arrêté du 22/04/2008 sous un délai de 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Enregistrement des sorties de déchets et de compost**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre de sortie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires et mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date d'enlèvement de chaque lot ;</li> </ul>

- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- le ou les destinataires et les masses correspondantes.

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie.

**Constats :**

Par transmission du 02/04/2026, l'exploitant a transmis son registre de sortie. L'exploitant ne réalisant pas de gestion par lot, le registre de sortie ne mentionne pas la date d'enlèvement de chaque lot, ni les masses et caractéristiques correspondantes. Le registre contient la quantité enlevée de compost, ainsi que le nom du client.

Les produits finis ne sont pas destinés à l'épandage.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 3 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les justificatifs concernant l'enregistrement de l'ensemble des éléments demandés par l'article 18 de l'arrêté ministériel du 22/04/2008.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois